

Résumé d'évaluation

Projet WEEECAM

Gestion durable des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E) au Cameroun

Pays : Cameroun

Thématique : Déchets

Évaluateur : Florian Marchadour (Gret), Boussoura Talla Gueye (consultante)

Date de l'évaluation : 1^{er} trimestre 2023

Données clés de l'appui FFEM

Nom du projet : WEEECAM

Numéro de projet : CCM 1407

Montant du financement FFEM : 1 700 000 €

Date d'octroi : 1^{er} octobre 2017

Durée : 5 ans

Contexte

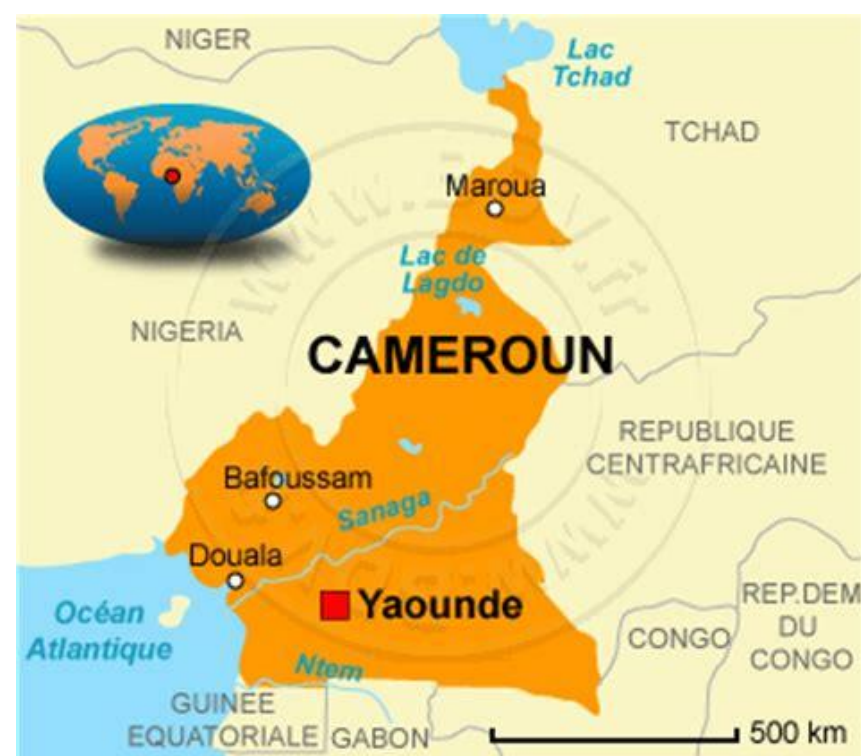
A l'instar de tous les pays du monde, les DEEE générés connaissent une croissance importante au Cameroun. En 2019, le BRGM estimait que la production de DEEE dans des villes de Douala et Yaoundé était de 23 000 T/an et que la production de DEEE/hab. allait presque doubler à l'horizon 2030, passant de 10,6 à 19,7 kg/an.

En l'absence d'infrastructures de traitement approprié des DEEE, moins de 1% des flux de D3E sont gérés de manière adéquate. Le reste des D3E est géré par les acteurs du secteur informel dont les pratiques entraînent des problèmes environnementaux (contamination par les polluants organiques persistants, métaux lourds dans le sol, émanations de CO₂, etc.) et de santé publique telles que des maladies respiratoires, dermatologiques et oculaires).

Intervenants et mode opératoire

Après avoir démarré une initiative pilote dans le traitement des DEEE informatiques en 2011 à Yaoundé (projet PRODES0), les ONG Solidarité Technologique et La Guilde Européenne du Raid ont obtenu un financement du FFEM pour la mise en œuvre du projet WEEECAM.

La Guilde du Raid gère le financement du FFEM (finances, reporting, institutionnel, etc.) et la recherche de financement auprès des autres bailleurs (Syctom, ville de Paris, etc.) pendant que Solidarité technologique gère les aspects opérationnels du projet (mise en œuvre, gestion d'exploitation, etc.).



Objectifs

Démontrer la faisabilité et la soutenabilité d'une activité de valorisation des déchets d'équipements électriques ou électroniques (DEEE ou D3E) dans le contexte des pays en développement.

Objectifs spécifiques :

- Installer un système de collecte des DEEE à grande échelle dans les villes de Douala et Yaoundé
- Mettre en œuvre un système de traitement des DEEE à grande échelle, optimisant son impact environnemental, soutenable économiquement et socialement
- Renforcer le cadre institutionnel existant, tout en contribuant à la structuration du secteur d'activité
- Valoriser et capitaliser l'expérience du projet pour faciliter sa reproduction et améliorer les chances de succès d'autres initiatives dans les pays en développement.

Appréciation de la performance

Pertinence: un projet pertinent mais trop ambitieux

Le projet s'est fondé sur un diagnostic existant et des données initiales ayant créé un « effet d'optique », en termes de volumes à traiter notamment. Sur cette base, un modèle économique « théorique » a été établi. Au cours de la mise en œuvre, ce diagnostic initial s'est révélé éloigné de la réalité et de ce fait le modèle économique prévu non viable, ce problème étant accentué par l'absence d'un cofinancement initialement confirmé qui a empêché la mise en place de l'unité de traitement à ce jour. Le projet a été construit sur de bonnes bases opérationnelles pour D3E professionnels (D3Ep) et des connaissances théoriques des D3E ménagers (D3Em) mais aucune expérience opérationnelle sur la gestion des D3Em. La plupart des parties prenantes ont été bien identifiées, excepté pour le secteur informel, qui joue néanmoins un rôle prédominant dans le secteur. Enfin, il y a eu une prise de conscience assez rapide de ces problématiques mais la mise en œuvre opérationnelle de la réorientation du projet a nécessité un peu de temps (lié par ailleurs à des circonstances externes).

Cohérence: un projet bien ancré et dimensionné, mais un manque de maturité du secteur institutionnel et une durée trop courte

Le projet s'est bien ancré dans la stratégie et la réglementation internationale et nationale, malgré le manque de maturité du secteur. Des relations actives ont été menées avec les différents partenaires techniques et financiers du Cameroun, mais aussi en France. La durée d'exécution était trop courte (5 ans) pour atteindre les objectifs. Les moyens techniques et financiers du projet étaient relativement bien dimensionnés. En revanche, les coûts d'exploitation étaient globalement sous-dimensionnés (ressources humaines, coût de rachat de matière).

Efficacité: : Un projet plus efficace en phase 2, avec des circonstances atténuantes

Lors de la première phase du projet, les difficultés rencontrées n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés (à noter que cela a été lié en partie à des circonstances externes majeures intervenues au début de la 3ème année). Suite à un engagement très fort des équipes, le projet s'est redressé et la deuxième phase de projet est en bonne voie avec encore un travail important de formalisation des savoirs à mener.

Efficiency: des coûts restant élevés au regard des résultats atteints, mais en baisse

Les coûts de mise en œuvre se sont révélés relativement élevés, mais en baisse au cours de la phase 2. Le projet a rencontré certaines difficultés dans le management des équipes (turn-over régulier, salaires faibles, sentiment de cloisonnement) et la recherche de cofinancement a été chronophage pour les équipes (notamment le chef de projet).

Impact: des impacts limités à court terme, qui pourraient être plus importants sur le long terme

Les impacts sur le changement de comportement ont été assez faibles sur le court terme, mais peuvent être potentiellement forts sur le long terme. Les impacts environnementaux ont été relativement limités (lié à la faible quantité de D3E collectée et traitée). Les impacts sociaux restent également limités malgré des bonnes conditions générales de travail, les emplois restant précaires et les équipes assez peu stables.

Viabilité/durabilité: une viabilité en construction

Malgré la viabilité du projet d'un point de vue environnemental, la gouvernance de ST actuelle est en cours de construction et de nombreux chantiers restent à mener avant d'atteindre la viabilité organisationnelle de la structure: augmentations salariales, transfert à une structure de droit camerounais, obtention d'un appui financier extérieur.

Valeur ajoutée de l'appui FFEM

Bien que le financement du FFEM nécessite un apport très important de co-financement (70% initialement), sa présence a constitué une garantie pour les autres bailleurs et a facilité les relations institutionnelles, au niveau international et local. Par ailleurs, les équipes du FFEM ont fait preuve d'un fort engagement dans ce projet.

Recommandations & enseignements

A court terme, la principale recommandation pour permettre à l'activité de traitement de D3E de perdurer est de **transférer les opérations vers un acteur privé local en capacité d'assurer le développement des activités et d'appuyer techniquement et financièrement cet opérateur via la mise en place d'un paiement sur les résultats de traitement.**

Pour **les porteurs de projet**, les principales recommandations sont les suivantes: 1) Clarifier la gouvernance de l'association Solidarité Technologique, 2) Revoir à la hausse la grille salariale du personnel (notamment d'atelier) en incluant une part variable en fonction des résultats, 3) Orienter une partie de l'activité de traitement autour des gros équipements, 4) Mettre un accent sur la réparation du matériel et la revente des pièces 5) Diversifier les activités de gestion des déchets en collectant d'autres types de déchets 6) Renforcer la communication de masse 7) Appuyer le plaidoyer auprès des autorités nationales vers la mise en place d'une REP géré par un éco-organisme privé 8) Effectuer un plaidoyer auprès du GEF (et d'autres bailleurs et institutions) pour une prise en charge partielle des charges d'exploitation du centre de traitement de Douala sur 10 ans minimum 9) Externaliser la capitalisation, afin de se concentrer sur la partie opérationnelle du traitement des D3E et le plaidoyer

Pour **les bailleurs**, les principales recommandations sont les suivantes:

1) Bien mesurer la maturité du secteur institutionnel sur les D3E, notamment une volonté claire des autorités nationales à faire avancer le cadre réglementaire et son application, 2) Mettre en place des lignes de financement qui soient totalement sécurisées d'un point de vue financier, avec un engagement à long terme (ex: 10 ans), 3) Proposer des lignes de financement pour appuyer directement ces structures opérationnelles du sud sur la base des résultats réels d'exploitation, 4) Appuyer les structures déjà existantes ou ayant fait leur preuve (en y incluant le secteur privé), et particulièrement ceux qui ont une approche « Social Business », 5) Proposer des lignes de financements de « passage à l'échelle », qui restent assez rares à ce jour 6) Privilégier les projets mesurés et réalistes.